

La Fidélité française
Déclaration des comités directeurs d'A. F.

Action française

14 janvier 1927

Édition électronique réalisée par
Maurras.net
et
l'Association des Amis
de la Maison du Chemin de Paradis.

— 2011 —

Certains droits réservés
merci de consulter
www.maurras.net
pour plus de précisions.

La Fidélité française

Déclaration des comités directeurs d'A. F. ¹

Le 14 janvier 1927, L'Action française ouvrit la rubrique « La Fidélité française », par la déclaration suivante :

Devant les événements qui ont semblé ouvrir un douloureux conflit dans l'âme de nos amis catholiques, nous avons dit et nous tenons à redire que nous ne sommes pas des directeurs de conscience : mettant chacun en présence de ses devoirs de catholique et de ses devoirs de Français, nous l'avons laissé libre de sa conduite.

Pour nous, nous sommes résolu à ne trahir ni l'un ni l'autre de ces devoirs ; nous restons persuadés que nous avons le droit de les concilier et que nous devons donc poursuivre le salut de la patrie plus que jamais menacée, au sein de l'Action française qui, seule, peut l'assurer. Nous n'avons forcé personne à venir avec nous, mais nous devons empêcher que nos sentiments soient ignorés ou travestis.

Donc, pour autant qu'il en est besoin, nous mettons de nouveau nos amis en garde contre les faux bruits que font courir des adversaires qui prennent leurs désirs pour les réalités. Il n'y a pas le moindre désaccord au sein des comités directeurs de l'Action française. Il n'est nullement question de modifier la direction ni le titre du journal, qui reste un journal politique comme il l'a toujours été. Nous n'avons jamais eu l'intention d'aiguiller nos amis catholiques sur un journal nouveau qui conserverait nos principes et nos méthodes mais que sa nouveauté mettrait à l'abri des censures. Ce sont là des expédients qui, outre qu'ils seraient sans doute inopérants, feraient courir

¹ Ce texte est paru dans *L'Action française*, repris dans le recueil de 1927 intitulé *L'Action française et le Vatican*, chapitre VIII. (N. D. É.)

des dangers certains à notre œuvre de salut public, qui y perdrait à la fois la cohésion, l'indépendance, l'autorité et l'honneur.

L'Action française continue, telle qu'elle a été organisée depuis sa fondation. Quelque fierté que nous attachions à ses magnifiques progrès, il y a pour nous quelque chose de plus précieux encore. Ce sont les causes mêmes de ces progrès, à savoir les principes et les conditions de notre action politique. Nous avons le devoir de ne pas les sacrifier ni même de les laisser compromettre sous prétexte de garder à nous nos cinquante mille ligueurs, l'admirable jeunesse française qui nous suit, les quarante-cinq mille abonnés et les quelque deux cent mille lecteurs de notre journal qui, sans ces principes et ces conditions, n'auraient jamais été réunis.

Mais, de tous les points de la France, nos amis, les plus anciens comme les plus récents, ne veulent pas davantage laisser ignorer leurs sentiments. Les lettres individuelles ou collectives nous ont apporté par monceaux ces témoignages d'une armée solide que vingt-cinq ans de notre action politique, à travers mille épreuves, ont rassemblée et aguerrie pour défendre notre pays.

Nous publions aujourd'hui quelques-uns de ces témoignages.

Les membres des Comités directeurs de l'Action française présents à Paris :

LÉON DAUDET, CHARLES MAURRAS, BERNARD DE VESINS, Amiral SCHWERRER, JACQUES BAINVILLE, LUCIEN MOREAU, ROBERT DE BOISFLEURY, PAUL ROBAIN, GEORGES LARPENT, MAURICE PUJO.

Marie de Roux a donné, peu après, son adhésion à cette déclaration.